

A close-up photograph showing a person's hands, with a blue sleeve and a gold bracelet, working with a large pile of light-colored, fibrous material, likely cotton or wool, being processed into yarn. The hands are positioned in the upper left and center of the frame, with the material filling the rest of the image.

SIXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

Rapport de consultation régionale

RÉGION AFRIQUE

16 et 17 novembre 2022



Investir dans les populations rurales

LES PEUPLES AUTOCHTONES SE CHARGENT DE L'ACTION CLIMATIQUE : DES SOLUTIONS COMMUNAUTAIRES AU SERVICE DE LA RÉSILIENCE ET DE LA BIODIVERSITÉ

Forum des Peuples Autochtones au FIDA (IPFI)

Rapport de la réunion de consultation régionale 2022

Région : Asie / Afrique / Amérique Latine et Caraïbes / Pacifique

Nom de l'organisation responsable :

Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO)

Introduction : Contexte et objectifs

En préparation de la prochaine sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones (PA) au FIDA qui aura lieu en février 2023, les consultations régionales africaines se sont tenues virtuellement les 16 et 17 novembre 2022, organisées et coordonnées par Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO) et les consultations ont été animées par Mme Anne Samante de MPIDO. Avant ces consultations, des réunions sous régionales ont été organisées qui ont réuni les points focaux des PA des cinq sous-régions, à savoir Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique australe et Afrique du Nord. Les consultations sous régionales visaient principalement à discuter et à convenir de la manière dont les PA pourraient s'engager de manière plus coordonnée lors des consultations régionales et également de la manière de faciliter et de mobiliser la participation des PA dans toute la région (Afrique) lors des consultations. En raison de la diversité de la région en termes de langue et de la nature des consultations qui se sont tenu virtuellement, les consultations régionales ont été menées à des jours différents pour les anglophones et les francophones afin de donner plus de temps à tous les participants pour s'exprimer.

Les discussions des consultations régionales virtuelles ont été fortement guidées par le thème général de la sixième réunion mondiale de l'IPFI qui est « **Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique : des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité** ». Alors que le monde subit d'immenses impacts du climat, les peuples autochtones souffrent encore plus de défis allant de l'insécurité alimentaire aux épidémies.

Depuis de nombreuses années déjà, les peuples autochtones sont connus pour avoir joué un rôle essentiel dans la conservation de l'environnement, en particulier grâce à leurs connaissances traditionnelles et à leurs structures de gouvernance culturelle. Grâce à leurs connaissances traditionnelles, les PA ont pu s'adapter au changement climatique et cela fait partie des solutions communautaires que les PA. Cependant, cela n'a pas été reconnu par de nombreuses parties jusqu'à présent et tous les efforts et les connaissances que les peuples autochtones apportent pour conserver la nature et les solutions d'adaptation au changement climatique grâce à l'utilisation des connaissances traditionnelles n'ont pas été appréciés. Les consultations permettront donc aux peuples autochtones de partager leurs expériences et bonnes pratiques sur le thème du forum. Le thème général permettra un dialogue significatif qui mettra en valeur les solutions communautaires que les peuples autochtones proposent pour s'adapter au changement climatique tout en améliorant la

biodiversité. Ces solutions communautaires sont centrées sur le système de leadership et les connaissances des peuples autochtones et sur la co-création, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de ces solutions. Le thème général favorisera un environnement proactif où les peuples autochtones partagent leurs points de vue sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des actions qui améliorent la biodiversité, encouragent l'atténuation, l'adaptation et la résilience du changement climatique, et prennent soin de la communauté, de ses membres et de la planète.

Remarques de bienvenue et prières traditionnelles d'ouverture

Les consultations ont été officiellement ouvertes par des prières traditionnelles des doyens des peuples autochtones, M. Adam Ole Mwarabu et Mme Didja, comme moyen de se connecter et de rechercher les bénédictions des ancêtres tout au long de la réunion.

Les représentants du comité de pilotage régional de l'*IFIP*, M. Joseph Ole Simel et Mme Esperance Binyuki Nyota, ont prononcé leurs discours d'ouverture lors des deux consultations sous régionales anglophone et francophone respective en remerciant tous les participants d'avoir trouvé le temps et le réseau internet leur permettant de participer virtuellement aux réunions. Dans son allocution, M. Joseph Ole Simel a énormément apprécié l'équipe du FIDA pour le travail bien fait depuis le début des préparatifs des consultations jusqu'à l'événement principal. Il les a également remerciés pour leur flexibilité lorsque les dates des consultations ont été changées. Il a poursuivi en disant que l'une des principales observations lors des préparatifs virtuels jusqu'à l'événement principal, est le fait que la plupart des PA ont du mal à se connecter à Internet. En effet, la plupart des PA vivent dans des régions éloignées avec une connectivité au réseau internet très limitée ou inexistante, ce qui rend difficile pour eux de s'engager pleinement dans les forums virtuels.

Présentation sur le contexte du Forum et les objectifs des consultations régionales

Les deux membres du comité de pilotage régional, M. Joseph Ole Simel et Mme Esperance Binyuki Nyota, ont ensuite donné le contexte des forums. Ils ont également expliqué les objectifs des consultations régionales comme suit ;

- Echanger des expériences et bonnes pratiques sur le thème principal du Forum ;
- Partager les connaissances et les preuves sur le leadership climatique des peuples autochtones ;
- Identifier les opportunités pour renforcer les bonnes pratiques et trouver des solutions durables aux défis auxquels les peuples autochtones et leurs moyens de subsistance sont confrontés en raison du changement climatique, et les éléments correspondants pour les stratégies régionales visant à renforcer le soutien du FIDA ;
- Permettre la diffusion et la communication sur l'accès au financement climatique pour les peuples autochtones ;
- Analyser et formuler des recommandations orientées vers l'action sur le thème du Forum ; et

- Rédiger des plans d'action régionaux qui guideront l'engagement entre les peuples autochtones, les partenaires de développement (y compris le personnel du FIDA) et les donateurs pendant le Forum.

Résumé succincte de la Politique d'engagement du FIDA avec les peuples autochtones

Mme Margherita Loddoni a dirigé cette présentation en commençant par noter le changement de politique que le FIDA a subi pour s'aligner dans le cadre et évolution international, comme la COP 26 et l'Agenda 2030.

Les consultations régionales sur le changement de politique ont inclus la perspective des PA qui a abouti à l'ajout d'un 10ème principe d'engagement : Souveraineté alimentaire, sécurité alimentaire et nutrition. Elle a indiqué que jusqu'à ce jour, le FIDA a entrepris au total 161 appels depuis sa création en 2007 et compte actuellement 85 projets en cours dans 45 pays, avec un total de 9 millions de PA bénéficiaires de ces projets. Ceci est conforme à son objectif de renforcer la capacité de financement climatique des peuples autochtones.

Elle a mentionné que l'appel le plus récent allant de 2022 à 2026 était parrainé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et la Fondation David et Lucile Packard et espère financer 35 projets de peuples autochtones en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Mme Ilaria Firmian a, en outre, expliqué l'implication de SIDA dans le projet IPAF et son rôle en encourageant la participation des consultants autochtones et des organisations des peuples autochtones (OPA) aux discussions sur le climat, comme en témoigne le thème : *Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique : des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité.*

Mme Shirley Ifnen (FIDA) a fait sa présentation en évoquant divers projets du FIDA en cours en Afrique.

Elle a noté que l'un des succès remportés par le FIDA était avec le Programme de développement de l'entrepreneuriat rural au Burundi (PRODER) où il y avait un ciblage spécifique des PA comme demandé lors des réunions précédentes avec eux comprenant 5% du total des bénéficiaires du projet agricole sous le programme.

Un autre développement notable tel que l'a rapporté par Mme Shirley comme celui qui a pris effet, est l'incorporation du consentement libre et préalable en connaissance de cause (CLPCC) dans tous les nouveaux projets et qui formant un cadre qui ancre les projets.

Madame Shirley Ifnen (FIDA) a également évoqué la volonté du FIDA de superviser et de suivre régulièrement les systèmes d'évaluation en place afin de suivre les projets en cours financés par le FIDA en Érythrée, au Kenya, en Éthiopie et au Burundi.

Débat en plénière

Après la présentation de l'équipe du FIDA, plusieurs participants ont réagi, comme indiqué ci-dessous.

L'une des réactions provenait de M. Joseph Ole Simel, mentionne qu'il y a une déconnexion notable entre les PA et les bureaux de pays du FIDA en Afrique. Il a également dit que, comme l'ont souligné la plupart des PA dans la région, il semblait que le FIDA était plus visible au niveau régional et qu'il y a peu de lien entre les bureaux régionaux et nationaux en ce qui concerne les questions relatives aux PA dans les pays. L'Afrique est un domaine sur lequel le FIDA devrait se pencher afin que les PA puissent bénéficier au maximum des programmes du FIDA dans les pays.

Il a également demandé si le FIDA pouvait partager plus d'informations sur le programme SIDA.

Il a également été proposé d'amener davantage les PA à bénéficier des projets du FIDA, ayant observé que les projets en cours ne bénéficiaient qu'à quelques pays sélectionnés de la région.

Un point de préoccupation récurrent soulevé par un certain nombre de participants concernait la technicité de la rédaction des propositions de subventions par le biais de l'IPAF. Comme l'a exprimé Nathan Makuregye d'Ouganda, un certain nombre de bonnes idées sont ignorées simplement en raison de la complexité du processus d'appel des propositions. Madame Ilaria a expliqué que la préoccupation a été notée par le FIDA et que FIDA travaille actuellement sur des solutions, parmi lesquelles ; organiser davantage de formations en ligne pour aider les PA à élaborer des propositions afin de faciliter le processus et d'inviter davantage de propositions tout en renforçant les capacités de financement des projets.

En réponse à la question soulevée sur l'implication directe des responsables de bureau pays du FIDA auprès des peuples autochtones, Madame Shirley a expliqué qu'il y a eu une implication active croissante des PA, car la conception des projets est centrée sur l'intégration des connaissances des PA dans la résilience climatique et le développement durable. Mme Ilaria a également répondu au programme SIDA en disant que SIDA est le bailleur de fonds du cycle actuel de projets IPAF et qu'il soutient actuellement environ 30 projets. Cependant, le FIDA recherche davantage de fonds par l'intermédiaire de différentes parties externes et espère obtenir un financement supplémentaire pendant le cycle de l'IPAF, finançant ainsi davantage de projets et impliquant davantage de pays.

Méthodologie

Avant les principales consultations régionales, des réunions virtuelles sous régionales ont été organisées qui ont réuni les points focaux des peuples autochtones des cinq sous-régions, à savoir Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique Australe et Afrique du Nord, en préparation des principales consultations. Ses consultations ont duré au minimum 1heure chacune.

En raison de la diversité de la région en termes de langues, les consultations régionales africaines se sont tenues virtuellement le 16 Novembre 2022 pour l’Afrique anglophone et le 17 novembre 2022 pour l’Afrique francophone. Les principales consultations régionales ont duré au moins 3 heures chacune. La consultation pour l’Afrique francophone a attirée 40 participants et la consultation pour l’Afrique anglophone a attirée 53 participants.

Discussion sur le 6ème thème général de l’IPFI : « Les peuples autochtones se chargent de l’action climatique : des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité ».

La session visait à engager avec les participants des discussions sur le climat et son impact sur les moyens de subsistance des PA. Les questions directrices ci-dessous ont été utilisées pour guider les discussions :

- (i) Pouvez-vous partager avec nous des exemples de problèmes spécifiques causés par le changement climatique dans votre/vos communauté(s) ? Pouvez-vous également partager quelques exemples sur la façon dont ces problèmes ont été résolus avec succès ?
- (ii) Quels sont certains des exemples que vous avez tirés de ces expériences ? Quelles sont les choses qui sont nécessaires pour assurer la réplique de ces succès ?
- (iii) La contribution des PA à ces solutions est-elle reconnue ? Si non, quels sont les obstacles ?
- (iv) Si les PA ne peuvent pas trouver de solutions pour résoudre les problèmes auxquels leurs communautés sont confrontées à cause du changement climatique, quelles en sont les raisons ? Que faudrait-il changer pour leur donner les moyens d’agir sur les solutions ?

i. Pouvez-vous partager avec nous des exemples de problèmes spécifiques causés par le changement climatique dans votre/vos communauté(s) ? Pouvez-vous également partager quelques exemples sur la façon dont ces problèmes ont été résolus avec succès ?

Pour entamer la discussion, Ochen Umar Bachir a expliqué que venant d’une communauté pastorale, les Karamoja d’Ouganda, a connu un manque cruel des pâturages et de l’eau pour leur bétail en raison des sécheresses qui ont continué à sévir en Afrique de l’Est. Le déficit de pâturage a conduit à la migration des éleveurs vers des régions plus humides, mais ils se sont heurtés à une forte résistance de la part des autres communautés agricoles et d’organismes gouvernementaux tels que l’*Uganda Wildlife Authority*, qui a classé un bon nombre des terres les plus humides en tant que zones de conservation, les rendant ainsi inaccessibles aux éleveurs. Les pasteurs ont dû s’adapter à ces facteurs en plantant pour certains des cultures résistantes à la sécheresse pour diversifier le pastoralisme.

Un certain nombre de solutions ont été proposées pour pallier les effets de la sécheresse comprennent l’élevage d’animaux mieux résistants à la sécheresse tels que les chèvres et la collecte de fourrage et leur conservation pour la saison sèche. L’initiative est cependant

limitée car le fourrage ne peut nourrir qu'un petit nombre de bovins et cela aussi peut être très coûteux à entretenir. Concernant les restrictions de mouvement imposées aux pasteurs par les gouvernements, de traverser la frontière pour aller à côté, les PA ont appelé les gouvernements à supprimer ces restrictions car traverser la frontière n'est qu'un moyen de s'adapter au changement climatique.

Le changement climatique a également entraîné l'adoption de nouveaux moyens de subsistance, dont certains sont nocifs pour l'environnement, tels que l'exploitation forestière et la combustion du charbon de bois comme source de revenus. L'une des solutions proposées ici était l'introduction d'une énergie propre et durable pour réduire la coupe d'arbres, car cela servirait de carburant alternatif. L'autonomisation des femmes et des jeunes en les soutenant par le biais d'activités génératrices de revenus comme source alternative de moyens de subsistance était une autre solution proposée.

Parmi les autres solutions proposées par les participants, citons celle de Mme Margaret Lomonyang, une femme autochtone de la communauté Karamoja, qui a partagé une manière innovante avec laquelle le groupe *Kopito Women* a réussi à remédier aux pâturages inadéquats en raison de la sécheresse prolongée. Ils ont acheté des terres sur les hauts plateaux kenyans pour y planter exclusivement des pâturages pour le bétail. Ils ont également pu aider les femmes à mettre en place un régime agro-pastoral pour créer des petits jardins potagers pour cultiver des légumes et ainsi nourrir ces familles.

Mme Tunda a signalé que *Slow Food International* s'est également associé à un certain nombre d'écoles pour créer des jardins dans les écoles afin de fournir de la nourriture aux élèves. Tous ces efforts visent à créer la sécurité alimentaire même pendant les sécheresses et les famines. Afin de lutter contre le changement climatique, des initiatives ont également été prises pour augmenter le couvert forestier en créant des pépinières d'arbres qui fournissent des plants qui peuvent être repiqués pendant la saison des pluies.

Toujours sur les impacts du changement climatique, le Soudan a connu une augmentation des crues d'eau soudaines qui ont causé des dommages aux cultures et au bétail, affectant ainsi les moyens de subsistance des PA. Alors qu'elles sont également confrontées à une augmentation des épidémies, les populations ont été laissées entièrement dépendantes de l'aide humanitaire, il reste donc beaucoup à faire pour trouver des solutions à long terme à ces problèmes.

Le Libéria, tel que l'a rapporté M. Henry Smith, est également confronté à des problèmes similaires car l'augmentation des pluies continue d'être enregistrée même pendant la saison sèche. Cela a grandement affecté l'agriculture, car les deux saisons des pluies et sèches sont tout aussi importantes pour la croissance des cultures. Il est donc nécessaire d'impliquer des experts agricoles pour conseiller les cultivateurs sur la manière de cultiver si les pluies se poursuivent jusqu'en janvier et les implications que cela aura sur les cultures.

Il a été également souligné l'importance des PA d'élaborer un plan d'utilisation des terres, car la terre est actuellement utilisée de manière arbitraire. Cela leur permettra d'utiliser les

terres à des fins multiples telles que des fins commerciales, agricoles et traditionnelles. Cette idée a fait avancer la conversation sur la diversification des terres. Il est nécessaire que les communautés pastorales continuent à mettre en œuvre leurs pratiques traditionnelles qui ont fonctionné pendant des siècles, telles que la migration avec leur bétail vers les hautes terres pendant les saisons sèches et le retour vers les basses terres pendant les saisons des pluies.

L'initiative du FIDA d'organiser de telles réunions qui permettent à différents représentants des PA de toute l'Afrique de s'engager dans le partage des connaissances a été saluée. Le partage d'expériences est très important pour toutes les parties prenantes et il doit y avoir plus d'opportunités pour cela, telles que les visites d'échange et d'apprentissage.

Une autre solution discutée était la nécessité de développer la capacité des PA à s'engager dans la culture de maraîchage de légumes. Les participants présents ont également été mis au défi de sensibiliser leurs communautés respectives sur les problèmes abordés et d'appliquer ces solutions sur le terrain.

Il est également nécessaire d'intensifier la recherche sur le changement climatique. Comme l'a expliqué M. Charles Topoth, il existe parfois une déconnexion entre les données météorologiques et l'expérience sur le terrain. Le manque de résultats basés sur la recherche entrave davantage les efforts déployés par les organisations des PA pour obtenir le soutien du gouvernement. En outre, certains cadres juridiques et réglementaires préexistants renversent les efforts déployés par les organisations des PA pour instaurer des changements dans leurs communautés.

Lors de la réunion francophone, un certain nombre de problèmes liés au changement climatique ont également été discutés ;

Dans la sous-région nord-africaine, des exemples spécifiques de problèmes causés par le changement climatique incluent ceux de la sécheresse sévère et des incendies de forêt. D'énormes troupeaux d'animaux sont touchés et certains meurent même, augmentant considérablement l'insécurité alimentaire et réduisant ainsi la durabilité des moyens de subsistance. Des systèmes stricts de gestion de l'eau sont mis en place pour réglementer son utilisation. C'est la raison pour laquelle les participants demandent au FIDA de les aider dans des projets de conservation et de gestion de l'eau.

Dans la région du Sahel, les exemples incluent des pluies saisonnières énormes et inhabituelles qui provoquent des inondations généralisées et la destruction des moyens de subsistance. L'intensité des pluies au cours de la saison et les schémas ont changé, détruisant la prévisibilité du temps antérieure. La pluie arrive tard et quand elle arrive, il y a beaucoup d'eau qui détruit facilement les cultures et les maisons. Le fleuve Niger, qui déborde ses rives, apporte beaucoup de difficultés.

Des situations similaires de fortes pluies saisonnières énormes et imprévisibles affectent également la sous-région de l'Afrique centrale. Une partie de l'eau excédentaire est

acheminée vers des réservoirs pour être utilisée pendant la saison sèche qui s'allonge chaque année.

L'abattage d'arbres pour le charbon de bois et le bois de chauffage et pour d'autres usages commerciaux dans les forêts communautaires épuise les sources de moyens de subsistance traditionnels dans certains pays d'Afrique centrale. Les communautés vivant à la bordure des forêts communautaires et des parcs nationaux forment des groupes de conservation utilisant les femmes comme animatrices radio. Elles animent des programmes de sensibilisation de conservation et ainsi favorisent de nouvelles méthodes de conservation des plantes médicinales traditionnelles.

Certaines communautés s'engagent également dans des programmes de plantation d'arbres en replantant davantage d'arbres. Pour chaque arbre coupé, trois nouveaux sont plantés pour aider le programme de reboisement ainsi que pour augmenter la récolte de chenilles sauvages. Des arbres spécifiques favorisent la production de chenilles riches en protéines et de plus en plus d'entre elles dans la forêt augmenteront la production. Ces arbres poussent très vite. Certaines communautés privilégient leur plantation avec des pépinières d'un millier d'arbres.

Les préoccupations de sécurité alimentaire poussent certains groupes de PA à domestiquer des plantes sauvages. Avec la domestication des plantes sauvages qui sont facilement disponibles pour la culture, la dépendance directe à la seule forêt peut être réduite et résoudre ainsi le problème de l'insécurité alimentaire.

ii. Quels sont certains exemples que vous avez tirés de ces expériences ?

a. Quelles sont les choses nécessaires pour assurer la réplication de ces succès ?

Certains des exemples de meilleures pratiques incluent l'implication des femmes dans les efforts de conservation puisqu'elles sont les plus affectées par l'impact du changement climatique. Le savoir-faire traditionnel s'est considérablement amélioré en termes d'efforts de conservation. Les efforts de cartographie et de sécurisation des terres communautaires donnent de bons résultats. De nombreux groupes de PA peuvent tirer parti des bonnes pratiques pour améliorer leur travail. Les récompenses au niveau international devraient augmenter et les dotations financières aussi augmentées.

b. La contribution des PA à ces solutions est-elle reconnue ? Si non, quels sont les obstacles ?

Peu de reconnaissance est accordée aux groupes de PA dans la recherche de solutions à l'adaptation au changement climatique, même s'ils ont toujours fait partie de ces solutions grâce à l'utilisation de leurs connaissances autochtones. De plus en plus, ils sont exclus et ne sont pas consultés lors de l'élaboration des politiques gouvernementales dans la plupart des pays. Par exemple au Burundi, les PA ne sont pas impliqués dans les projets qui les ciblent directement. Il est donc nécessaire de faire davantage de consultation, de

participation et d'inclusion des PA dans tous les projets sur les territoires des PA au niveau national de chaque pays.

Un obstacle majeur est reconnu comme le manque de moyens et de capacité de nombreux groupe de PA à contribuer et à s'engager dans la fourniture de leurs solutions, même lorsqu'on leur en donne l'occasion. Ils sont également pour la plupart marginalisés dans les décisions qui les concernent directement, par exemple dans certains pays comme la Tunisie, les PA ne sont pas reconnus comme un groupe distinct et finissent donc par être assimilés à l'identité nationale du pays.

La voix des PA n'est pas entendue en raison du manque de représentation au niveau local ou national. Par conséquent, leur contribution n'est parfois pas reconnue. Les PA s'appliquent à résoudre les problèmes qui les concernent. Cependant, leur visibilité est limitée au niveau national. Les agents de liaison ou les points focaux du FIDA pourraient surmonter dans une certaine mesure ce problème de visibilité au niveau national en veillant à ce qu'il y ait une collaboration entre les bureaux nationaux du FIDA et les partenaires de mis en œuvre des projets.

Les consultations ne doivent pas seulement être faites en préparation du Forum mondial, mais pourraient être faites tous les deux ans ou tous les ans. Étant donné que de nombreuses personnes ne peuvent pas assister au Forum mondial, comment les réseaux nationaux, sous régionaux et régionaux peuvent-ils collaborer directement avec le FIDA ? Si les solutions au changement climatique ne sont pas bien reconnues au niveau national, le FIDA peut-il promouvoir les bonnes pratiques des PA au niveau international par davantage de récompenses ?

iii. Si les PA ne peuvent pas trouver de solutions pour résoudre les problèmes auxquels leurs communautés sont confrontées à cause du changement climatique, quelles en sont les raisons ? Que faudrait-il changer pour leur donner les moyens d'agir sur les solutions ?

Le manque de moyens et de capacité sont les principales raisons. Les PA sont davantage organisés au niveau international qu'aux niveaux régional et national. Des cadres juridiques et contraignants ont été établis au niveau international par certains instruments des Nations Unies (ONU) ce qui donne une bonne visibilité. Les gouvernements nationaux devraient être encouragés à promulguer des lois et des cadres juridiques dans les pays où la présence de PA est importante. Dans certains pays, les groupes de PA et les individus sont à la traîne en matière d'éducation et ils ont un accès limité à l'appareil gouvernemental et ont du mal à faire un travail de plaidoyer.

Les groupes régionaux de PA devraient être renforcés et faire fonctionner correctement. Travailler isolément est difficile dans le monde actuel. Des réseaux solides, une coopération et une collaboration sur des projets pourraient être la voie à suivre. Un système intégré de gestion de l'eau au Sahel et en Afrique du Nord pourrait en être un exemple. Un autre

exemple est REPALEAC. Des lignes budgétaires spécifiques pourraient être adoptées pour le fonctionnement et la collaboration des réseaux régionaux et sous régionaux.

La difficulté de monter des projets avec le FIDA en faveur de certaines communautés de PA a été notée. Il a été suggéré que les projets ne doivent pas passer par les pays car ils ne seront pas orientés vers l'intérêt des PA. Le FIDA devrait plutôt collaborer directement avec les partenaires d'exécution que par l'intermédiaire des représentants dans les pays, car il est difficile d'intégrer les questions relatives aux partenaires d'exécution dans les politiques nationales. Dans ce cas, le *soft power* du FIDA pourrait s'appliquer à des efforts diplomatiques positifs pour favoriser les PA.

Recommandations régionales

Aux peuples autochtones (PA) :

- Il est nécessaire que les peuples autochtones déploient leurs propres efforts à tous les niveaux, c'est-à-dire au niveau national, sous régional et régional, en formant des alliances/réseaux/coalitions et partenariats, car cela les aiderait à être mieux organisés et à avoir une voix plus forte pour faire pression pour leurs droits de manière plus collective.
- Les PA doivent concevoir et développer des propositions conjointes pour tirer parti des capacités de chacun à combler les lacunes techniques en matière de rédaction et de soumission de propositions. Ils pourraient également faire pression pour que le FIDA les soutienne au niveau national en mettant l'accent sur la capacité technique des organisations de peuples autochtones et en soutenant les économies locales ainsi que les projets qui promeuvent la conservation de la biodiversité et des forêts des PA.
- Les PA peuvent concevoir des projets qui ciblent l'autonomisation des femmes au niveau communautaire qui soutiennent l'autonomisation des femmes et des filles.
- Les PA pourraient faire davantage pression sur les ministères de l'environnement, du changement climatique et de la terre dans leurs pays respectifs afin d'influencer la formulation et la mise en œuvre de politiques qui promeuvent, protègent et reconnaissent les PA en tant que groupes distincts avec des défis uniques qui doivent être résolus.
- Les PA doivent concevoir des projets d'énergie renouvelable dans leurs villages et communautés, car cela contribuerait à réduire la trop grande dépendance des forêts comme la seule source d'énergie.

Au FIDA

- Résoudre le problème des PA qui manquent des projets financés par le FIDA en raison de lacunes dans leurs capacités lorsqu'il s'agit de soumettre des propositions. Les PA ont recommandé au FIDA de présenter des propositions moins techniques qui soient simples et principalement celles qui ne sont pas en ligne car la plupart des PA n'ont pas accès à l'internet.
- Le FIDA doit être plus visible au niveau des pays. Le FIDA devrait financer les projets des partenaires PA non seulement à partir de l'IPAF mais aussi à partir des budgets prioritaires des pays.

- Le FIDA devrait financer des ateliers régionaux des PA afin que davantage les PA soient exposés pour comprendre le travail du FIDA aux niveaux national, sous régional et régional et identifier les fenêtres d'opportunités pour soutenir les priorités des PA sur le changement climatique, la réduction de la pauvreté, les moyens de subsistance, la sécurité de régime foncier, sécurité alimentaire et connaissances traditionnelles.
- Le FIDA doit changer la manière des consultations virtuelles en préparation à l'IPFI qui sont limitées en termes de temps, en connectivité au réseau internet et passer à des réunions physiques avec au moins 10 participants par sous-région.
- Le FIDA doit mobiliser des ressources à la fois financières et techniques auprès d'autres agences des Nations Unies, par exemple le FVC, pour aider les PA à accéder au financement climatique et aux autres financements pour leurs propres projets de développement d'autodéterminés.
- Le FIDA mobilisera des ressources spécifiquement pour les projets d'énergie renouvelable dans les territoires des PA afin de contribuer et de soutenir les PA dans la conservation de l'environnement et de résoudre les problèmes de déforestation entraînés par la pauvreté et les besoins énergétiques.

Aux gouvernements :

- Les gouvernements doivent formuler et mettre en œuvre des politiques avec des consultations et une pleine participation des PA qui promeuvent et protègent leurs droits à la terre et aux ressources naturelles.
- Les gouvernements doivent s'attaquer aux niveaux élevés de pauvreté parmi les PA en allouant des ressources financières et techniques conséquentes.
- Les gouvernements doivent lancer des programmes et des projets pour aider les PA à atténuer et à s'adapter au changement climatique.
- Les gouvernements, par le biais de programmes et de projets politiques et législatifs, pour soutenir les mouvements transfrontaliers des PA et en particulier la mobilité du bétail, car il s'agit d'une ancienne pratique de connaissances traditionnelles que les PA ont appliquée au fil des ans comme moyen de gérer les paysages et d'atténuer les impacts du climat.
- Les gouvernements sont encouragés de relever les défis des conflits qui continuent de provoquer des déplacements et la pauvreté parmi les PA.
- Les gouvernements doivent assumer l'entière responsabilité et assurer la fourniture des besoins et des services de base pour s'assurer que les PA sont en sécurité alimentaire, ont de l'eau propre pour l'usage domestique et pour le bétail et qu'ils soient soutenus pour avoir accès à une énergie propre.
- Les gouvernements doivent soutenir les projets de développement des PA autodéterminés, par exemple par l'autonomisation économique des femmes et des jeunes qui soutiennent les activités génératrices de revenus.
- Le gouvernement doit fournir un soutien technique dans le domaine de la sécurité alimentaire, par exemple, par la recherche sur les semences, les marchés, les systèmes d'alerte précoce, les prévisions météorologiques pour permettre aux PA de planifier à l'avance et de minimiser les impacts négatifs de la variabilité extrême du changement climatique.
- Les gouvernements, tout en élaborant des programmes et des projets politiques et législatifs, tiennent pleinement compte des principes et de l'application de la

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), en particulier dans tous les territoires des PA.

Synergies avec les partenaires

Certaines de ces parties prenantes sont le secteur privé, les ONG internationales, des fondations et d'autres agences des Nations Unies :

- a. Travailler en étroite collaboration avec les PA par le biais de partenariats, d'alliances afin qu'ensemble, les PA puissent relever les défis auxquels ils sont confrontés.
- b. Travailler en étroite collaboration avec les PA pour développer des activités et des programmes conjoints d'intérêt commun axés sur le changement climatique, les droits de l'homme, les moyens de subsistance, les connaissances traditionnelles et la conservation de la biodiversité et les programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- c. Rechercher et accompagner les initiatives de projets de femmes et de jeunes.

Certaines des parties prenantes qui ont été identifiées sont le SIDA et la Banque mondiale.

Election des délégués des Peuples Autochtones participant en personne à la 6ème réunion mondiale de l'IPFI

Nombre total de participants par région (Afrique, Asie et Amérique Latine et Caraïbes) : 12 (critères de sélection, termes de référence comité de pilotage)

- 2 Membres du Comité de pilotage du Forum des Peuples Autochtones au FIDA ;
- 1 membre de l'UNPFII ;
- 1 membre du conseil d'administration de l'IPAF ;
- 1 membre du partenaire régional d'exécution de l'IPAF ;
- 5 représentants de réseaux régionaux/sous-régionaux de Peuples Autochtones sélectionnés par les membres du Comité de pilotage en consultation avec leurs réseaux régionaux et sous-régionaux ;
- 2 participants de projets financés par le FIDA.

Annexes

- Liste des participants (y compris les informations sur le pays, l'organisation, l'e-mail et le rôle des participants)
- Ordre(s) du jour de la (des) réunion(s)
- Présentations effectuées (y compris l'état d'avancement de la politique du FIDA en matière de PA, effectuée par le FIDA)
- Plan d'action régional actualisé
- Séance de questions-réponses (le cas échéant)
- Résumé des réunions sous-régionales (le cas échéant)

Annexe 1 : Liste des participants

LISTE DES PARTICIPANTS - RÉUNION VIRTUELLE - ANGLOPHONES					
Nom de l'événement : Réunion préparatoire des peuples autochtones d'Afrique au Forum des peuples autochtones au FIDA 2023					
Dates de l'événement : 16 novembre 2022					
No.	PRÉNOMS	AUTRES NOMS	GENRE	ORGANISATION	PAYS
A	Anglophones - Représentant autochtone				
1	Lomonyang	Margaret	F	PROBICOU	Ouganda
2	Makuregye	Nathan	M	PROBICOU	Ouganda
3	Omran	Adan	M	ASSIST - Sudan - White Nile	Soudan
4	Rasha	Elsadig Ahmed	M	Sudan Determination Program	Soudan
5	Rayan	Abdelfatan	M		
6	Topoth	Charles	M	Karamoja Initiative for Sustainable Peace and Deve	Ouganda
7	Songor	Veronicah	F	POCHAWOIN	Liberia
8	Yorlor	Karyar		Humanity Care Liberia	Liberia
9	Omeima	Omer	M		
10	Cheasobul	Ogar	F		Nigéria
11	Bondo	Lawrence	M	Community Development Initiative(CDI)	Liberia
12	Ogar	Edwin	M	WATER	Nigéria
13	Mogodu	Keekabile	M	San Rights Advocate	Botswana
14	Ekpenyong	Edet	F		
15	Henry	Smith	M	Society for Environmental Conservation	Liberia
16	Khalida	Abuzaid	F	SAWA	Soudan
17	Aminatu	Saidu Naseh			
18	Bette	Peter		Biakwan light Green initiative	
19	Anthony	Semetu	M	Youth indigenous network-Kenya	Kenya
20	Meseret	Azage	F	Meseret Humanitarian Organization(MHO)	Ethiopie
21	Khalida	Abuzaid	F	SAWA-Sudan	Soudan
22	Basiru	Isa	M	REPALEAC-Cameroon	Cameroun
23	Fabian	Gbortsu	M		Ghana
24	Annette Chemchor		F	civil society coalition on indigenous people of Ugan	Ouganda
25	Bleh	Gbeintor	M		Liberia

26	Ahmed	Ghassouma			
27	Anna	Festus	F	Kgalagadi Youth and Women Development	
28	Betty	Maitoyo	F	Gender specialist	Kenya
29	Rogei	Salau	M		Kenya
30	Victoria	Haraseb	F		Namibie
B Membres du Comité de pilotage					
1	Joseph	Ole Simel	M		
2	Margaret	Tunda Lepore	F		
C UNPFII					
1	Bambanze	Vital	F		Burundi
D IPAF- Partenaires d'implémentation régionale - Afrique					
1	Macharia	Jacqueline	F	SWT	Kenya
E Projets IPAF					
1	Adam	Ole Mwarabu	M	PAICODEO	Tanzanie
2	Partalala	Dismas	M	UCRT	Tanzanie
3	Joy	Bongyereire	F	Biodiversity Conservation for Rural Development (BCRD-Uganda),	Ouganda
F Projets financés par le FIDA					
1	Pamela	Kimkung	F	KCEP CRAL	
2	Winfred	Olubai	F		
3	Titus	Mutisya	M		Kenya
Représentant du réseau autochtone Slow Food					
1	Ochen	Umar Bashir	M	Karamoja Community	Ouganda
G IFAD					
1	Ilaria	Firmian	F		
2	Shirley	Chinien	F		
3	Livia	Sagliocco	F		
4	Margherita	Loddoni	F		
5	Felicia	Fahlin	F		
6	Enzo	Panetta	M		
7	Baptiste	Renard	M		

8	Karla	Sofia	F		
9	Mariatu	Kamara	F		
H	Secrétariat MPIDO				
1	Samante	Anne	F		Finance and Opérations
2	Nkopio	Eunice	F		Agent de programme - changement climatique
3	Fabian	Gbortsu	M		French Liaison

LISTE DES PARTICIPANTS - RÉUNION VIRTUELLE - FRANCOPHONES

Nom de l'événement : Réunion préparatoire des peuples autochtones d'Afrique au Forum des peuples autochtones au FIDA 2023

Dates de l'événement : 17 novembre 2022

No.	PRENOMS	AUTRES NOMS	GENRE	ORGANISATION	PAYS
	Francophones - Représentant autochtone				
1	DJIBRILLA	DIDJA	F		Tchad
2	Jeanne	Bitsure	F		Cameroun
3	Severin	Sindizera	M	AIDB	Burundi
4	Zahia	Bachir	F	AIMA VERT	Algérie
5	Mansingi	Jean Daniel	M		RDC
6	Mohammed	Handaine	M		Maroc
7	Kapupu	Diwa	M	LINAPYCO	RDC
8	DIEL MOCHIRE		M		RDC
9	MARIE MURHEGA		F	UEFA	RDC
10	Maimuna Umaro		F	Sura Mama	Cameroun
11	Parfait	Dihoukamba	M	Repaleac-Congo	République du Congo
12	Basiru	Isa	M	REPALEAC-Cameroon	
13	Marisa	Jockbede	F	Dignité Pygmée (DIPY)	
14	A. Nyambuza				
15	Andre	Safari			
16	Evariste	Ndikumana	M		
17	Sime	Nguetcho	F		
18	Molo	Nathalie Sherifa			
19	Rogei	Salau	M		Kenya
20	Adrien	Sinafasi	M	Dignité Pygmée (DIPY)	RDC
21	Zamsia	Tchoup	M		
22	Lucie	Mushumbi	F	PIDP KIVU	RDC
B	Membres du Comité de pilotage				
1	Joseph	Ole Simel	M		
2	Esperance	Binyuki Nyota	F		

C	UNPFII				
1	Bambanze	Vital	F		Burundi
D	IPAF- Partenaires d'implémentation régionale - Afrique				
E	Projets IPAF				
1	Carine Nzimba	Zere	F	ADFAC	République du Congo
2	Hawe Haman	Bouba	F	African Indigenous Women Organization - Central African Network (AIWO-CAN)	Cameroun
3	Veronique	Bulaya		Pilier aux Femmes Vulnérables Actives en RD Congo (PFEVA ASBL)	RDC
4	Rene	Kayembe		Action pour la Promotion des Personnes Vulnérables (APROPEV)	RDC
F	Projets financés par le FIDA				
G	Représentant du réseau autochtone Slow Food				
1	Nicolas	Mukumo Mushumbi	M		RDC
G	IFAD				
1	Ilaria	Firmian	F		
2	Shirley	Chinien	F		
3	Margherita	Loddoni	F		
4	Enzo	Panetta	M		
5	Baptiste	Renard	M		
6	Karla	Sofia	F		
7	Ann	Turinayo	F		
8	Phillipe	Remy	M		
H	Secrétariat MPIDO				
1	Samante	Anne	F		Finance et Opérations
2	Fabian	Gbortsu	M		Liaison francais

Annexe 2 : Liste des délégués au Forum

Liste des délégués au Forum - Réunion virtuelle 2022				
No.	Nom du participant	Rôle	Pays	Organisation
1	Joseph Ole Simel	Member of the Steering Committee of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD	Kenya	MPIDO
2	Esperance Binyuki Nyota	Member of the Steering Committee of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD	DR Congo	UEFA
3	Margaret Tunda Lepore	Member of the Steering Committee of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD-Youth representative	Kenya	
4	Vital Babanze	Member of the UNPFII	Burundi	
5	Wolde Tadesse	Member of the IPAF Board		
6	Jacqueline Macharia	Member from the IPAF regional implementing partner	Kenya	SWT
Representatives from regional/sub regional networks				
7	Mogodu Keekabile	Representative from Southern Africa Subregional Network	Botswana	San Rights
8	Khalida Abuzaid	Representative from Northern Africa Subregional Network	Sudan	SAWA-Sudan
9	Lawrence Bondo	Representative from Western Africa Subregional Network	Liberia	Community Development Initiative
10	Lucie Nsombani Mushumbi	Representative from Central Africa Subregional Network	DR Congo	PIDP KIVU
11	Zahia Bachir	Representative from Northern Africa Subregional Network	Algeria	AIMA Vert
Representative IFAD-funded project				
12	Carine Nzimba Zere	IPAF	Republic of Congo	ADFAC
13	Dismas Partalala	IPAF	Tanzania	UCRT

